



Série Sud-Sud :

Renforcer les entreprises dirigées par les femmes



ONU Femmes – COLEAD

Série Sud-Sud : Renforcer les entreprises dirigées par les femmes

Session n°5 :

Accès au financement pour les MPME dirigées par des femmes

Mercredi 22 octobre 2025 – 14h00-16h00 UTC

[En ligne \(Zoom\)](#)

Interprétation en direct en anglais, français et espagnol

La collaboration entre ONU Femmes et COLEAD cible les entrepreneurs des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et au-delà. La série de webinaires Sud-Sud est spécialement conçue pour les femmes entrepreneurs et les chefs d'entreprise, dans le but de favoriser la collaboration et le partage des connaissances, d'améliorer les compétences commerciales et l'accès aux marchés, et de promouvoir le réseautage.

1. Contexte

Les MPME dirigées par des femmes représentent environ 35 % des MPME dans les marchés en développement et émergents (8 à 10 millions d'entreprises) et jouent un rôle clé dans la croissance économique et la création d'emplois. À l'échelle mondiale, 252 millions de femmes sont entrepreneurs et 153 millions dirigent des entreprises établies¹. Cependant, leurs entreprises se développent plus lentement que les MPME dirigées par des hommes en raison de défis tels que l'accès limité au financement, les obstacles réglementaires et institutionnels, le manque de soutien au renforcement des capacités, les responsabilités familiales et la concentration dans les secteurs à faible croissance.

Les principaux obstacles financiers et liés à la gestion qui empêchent les femmes de créer des microentreprises sont respectivement le manque de capitaux, d'esprit d'entreprise et de compétences en gestion. En outre, les finances restent leur plus grand défi malgré l'importance du développement des entreprises féminines².

Par rapport aux hommes, les femmes sont moins susceptibles de s'engager auprès d'institutions financières ou de détenir un compte bancaire. Bien que l'inclusion financière se soit rapidement développée entre 2014 et 2017, le taux de détention de comptes bancaires par les hommes dans les pays en développement passant de 60 % à 67 % et celui des femmes de 51 % à 59 %, l'écart entre les genres dans ce domaine est resté stable à 9 points de pourcentage sur les marchés émergents depuis 2011³.

¹ AFI. 2023. [Cadre politique pour l'accès au financement des MPME dirigées par des femmes \(V.2\)](#).

² Abebe, A., Kegne, M. 2023. [Le rôle des institutions de microfinance dans le développement de l'entrepreneuriat féminin](#).

³ Demirguc-Kunt et al. 2018. [Base de données Global Findex 2017 : mesurer l'inclusion financière et les possibilités d'élargir l'accès et l'utilisation des services financiers](#)

Les MPME dirigées par des femmes sont confrontées à des déficits de financement en raison des normes culturelles et sociales, du manque de garanties et de leurs compétences ou capacités limitées. Leurs entreprises sont généralement plus petites, plus informelles et concentrées dans des secteurs à faible valeur ajoutée et stéréotypés en termes de genre (comme la cuisine, la couture ou les salons de coiffure). La proportion de femmes propriétaires d'entreprises diminue à mesure que la taille des entreprises augmente, et la plupart des femmes entrepreneurs opèrent dans des secteurs orientés vers la consommation, où les barrières à l'entrée sont faibles et les besoins en capitaux limités. En Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, environ 75 % des femmes entrepreneurs travaillent dans des secteurs orientés vers la consommation (contre 45 % des hommes entrepreneurs). Ces tendances sont renforcées par les responsabilités disproportionnées des femmes au sein du foyer et leur tendance à gérer leur entreprise à temps partiel.

Dans le secteur agricole, les femmes sont principalement engagées dans la production primaire et les activités informelles, souvent dans des maillons moins visibles de la chaîne de valeur, avec une participation limitée à la commercialisation ou à la vente, malgré leur contribution significative à la production. Elles sont davantage impliquées dans les cultures vivrières, communément appelées « cultures féminines », tandis que les cultures commerciales sont généralement associées aux hommes. Les femmes jouent de multiples rôles dans le secteur agroalimentaire en tant que petites exploitantes agricoles, propriétaires, gestionnaires ou employées d'entreprises agricoles de différentes tailles, contribuant à l'ensemble de la chaîne de valeur, de la fourniture d'intrants et de la production à la transformation, au conditionnement, à la commercialisation et à la vente. Cependant, cette situation structurelle limite leur accès aux mécanismes de financement formels et a conduit de nombreuses femmes à mettre en place des systèmes de financement informels⁴ afin de se soutenir mutuellement.⁵ Le fait d'avoir leur propre compte donne aux femmes plus d'influence sur les finances du ménage, leur permettant une plus grande indépendance et renforçant leur autonomisation économique. Les comptes financiers facilitent, sécurisent et rendent plus abordable la réception des salaires des employeurs, l'envoi de fonds aux membres de la famille et le paiement de biens et de services. Les comptes d'argent mobile permettent même aux ménages à faible revenu d'épargner et de mieux faire face aux chocs financiers.⁶

Il est essentiel de promouvoir l'égalité des genres en améliorant l'accès des femmes entrepreneurs au financement afin de stimuler la productivité, de favoriser la croissance économique et de réduire la pauvreté. La réduction de l'écart entre les genres en matière d'accès au crédit pourrait augmenter les taux de croissance des pays en développement de 1,1 %⁷, mais cela nécessite une plus grande prise de conscience des obstacles subtils qui empêchent les femmes d'obtenir les fonds disponibles, ainsi que des efforts pour les intégrer dans les réseaux financiers. En surmontant ces défis, davantage de femmes seront informées des options de financement, auront accès à des réseaux de soutien et approcheront les investisseurs ou les institutions financières avec plus de confiance, tout en étant assurées de la valeur de leur entreprise⁸.

2. Obstacles à l'accès au financement pour les femmes entrepreneurs

Les MPME dirigées par des femmes sont confrontées à de multiples contraintes pour accéder au financement, à commencer par des droits de propriété et d'héritage limités, qui restreignent leur capacité à fournir des garanties et entravent ainsi la création d'entreprises, leur croissance et l'accès à des prêts plus importants ou individuels. Comme les banques préfèrent généralement les biens immobiliers tels que

⁴ Parmi les exemples, on peut citer les groupes d'épargne rotative, les coopératives de crédit et les réseaux de soutien entre pairs.

⁵ GIZ. 2024. [Comment favoriser l'accès au financement pour les femmes dans le secteur agroalimentaire](#)

⁶ *ibid*

⁷ Goldman Sachs. 2014. Donner du crédit à qui le mérite : comment combler le déficit de crédit des PME détenues par des femmes peut stimuler la croissance mondiale.

⁸ AEEN. [S'attaquer aux trois obstacles qui empêchent les femmes entrepreneurs d'accéder au financement](#).

les terrains et les bâtiments comme garantie, les femmes, qui n'ont souvent pas accès à ces actifs en raison de lois discriminatoires et de normes culturelles, se heurtent à d'importants obstacles au financement.

Ces difficultés sont encore plus grandes pour les femmes qui exercent leur activité dans les zones rurales, où la distance qui les sépare des agences bancaires, leur mobilité limitée, les restrictions culturelles, leurs responsabilités familiales et les risques liés à la sécurité lors du transport d'argent liquide restreignent encore davantage leur accès au crédit. Si un bon historique de crédit pourrait potentiellement remplacer les garanties, les MPME dirigées par des femmes ont souvent du mal à être incluses dans les systèmes d'évaluation de la solvabilité en raison de leurs relations bancaires limitées, de l'absence de pièces d'identité acceptables et des obstacles structurels liés à l'enregistrement⁹.

Les services financiers eux-mêmes ne répondent souvent pas aux besoins des MPME dirigées par des femmes, en particulier dans les secteurs ruraux et informels, en raison de produits mal adaptés, d'une portée limitée et d'un traitement partial de la part des agents de crédit. La conception inadéquate des produits, l'environnement peu accueillant des agences et les heures d'ouverture restrictives limitent encore davantage l'accès. À ces obstacles s'ajoutent le manque de connaissances financières et de compétences commerciales, qui restent un obstacle majeur, les femmes déclarant souvent avoir moins de connaissances financières et moins confiance que les hommes. Dans certains pays en développement, cela contribue à la méfiance à l'égard des institutions financières formelles et à la réticence à recourir à leurs services.

3. Possibilités d'accès au financement pour les femmes entrepreneurs

Services financiers numériques

À la suite de la COVID-19 (qui a eu un impact disproportionné sur les entreprises détenues par des femmes), l'utilisation des outils numériques s'est développée, en particulier grâce aux innovations fintech et aux sources de données alternatives telles que l'historique des transactions, les achats de temps de communication, l'activité de navigation et les paiements de services publics¹⁰.

Les services financiers numériques jouent un rôle crucial dans la réduction des disparités entre les genres en matière d'inclusion financière, car ils réduisent le coût d'accès et contournent les restrictions sociales et de mobilité qui limitent souvent les femmes. En permettant aux femmes de gérer leurs propres ressources, les outils numériques renforcent leur autonomie financière et leur autonomisation. L'argent mobile et d'autres services numériques ont considérablement élargi l'accès des femmes aux institutions financières ces dernières années. Les canaux numériques tels que les cartes de débit et de crédit, les téléphones mobiles et les portefeuilles électroniques améliorent également l'accès aux transferts de fonds et au paiement des salaires. Parallèlement, les infrastructures numériques telles que les identités numériques et la vérification biométrique facilitent les processus d'intégration, qui constituent généralement des obstacles majeurs pour les femmes¹¹.

Par exemple, les plateformes de paiement numériques offrent aux femmes entrepreneurs un moyen sûr et privé d'effectuer des transactions, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis de leurs proches masculins

⁹ Demircug-Kunt Asli et Leora Klapper. 2012. Mesurer l'inclusion financière : la base de données Global Findex.

¹⁰ Torres, J., F. Maduko, I. Gaddis, L. Iacovone et K. Beegle. 2021. « L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes ». mimeo, Banque mondiale, Washington, DC.

¹¹ Banque mondiale. [Utiliser les solutions numériques pour lever les obstacles à l'entrepreneuriat féminin](#).

ou les échanges d'argent liquide peu sûrs¹². En outre, les traces numériques générées par l'utilisation régulière de portefeuilles mobiles ou de virements en ligne aident les femmes à établir des historiques de transactions qui peuvent remplacer les garanties traditionnelles lorsqu'elles sollicitent des prêts.

Néanmoins, les femmes continuent de se heurter à des obstacles pour utiliser les services financiers numériques, notamment des connaissances financières et numériques limitées, un accès restreint aux appareils mobiles et à Internet, des infrastructures rurales insuffisantes et des exigences réglementaires exclusives. En outre, les prestataires de services financiers négligent souvent les besoins spécifiques des femmes et ne disposent pas de données ventilées par sexe pour concevoir des services adaptés. Si les solutions numériques peuvent considérablement améliorer l'inclusion financière des MPME dirigées par des femmes, leur succès dépend de l'amélioration des connaissances, de l'adoption de réglementations sensibles au genre, du renforcement des infrastructures et de l'adaptation des produits à la situation des femmes.

Microfinance

La microfinance désigne les services financiers à petite échelle destinés aux particuliers et aux ménages qui n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels. Les institutions de microfinance (IMF) fournissent des crédits, des produits d'épargne et d'autres outils financiers qui aident les ménages à faibles revenus et les entreprises informelles à gérer les chocs de revenus, à épargner en toute sécurité, à investir et à atténuer les risques.

Si de nombreuses IMF fonctionnent comme des ONG à but non lucratif financées par des agences de développement, certaines sont détenues par leurs membres, soutenues par le gouvernement, à vocation commerciale ou soutenues par des investisseurs socialement responsables, avec une implication croissante des banques commerciales et des fonds spécialisés. Pour surmonter les obstacles tels que la faiblesse des protections juridiques, la médiocrité des infrastructures et le manque de garanties, les IMF ont mis au point des techniques novatrices telles que les prêts répétés, les augmentations progressives des prêts et la responsabilité solidaire par le biais de prêts collectifs, bien que ces méthodes soient confrontées à des défis à long terme. Au-delà du microcrédit, les IMF proposent désormais des services d'épargne, de transfert, d'assurance et même des services financiers non s tels que des programmes de formation et de santé, élargissant ainsi leur rôle en tant qu'instrument clé de l'inclusion financière.

En 2021, les IMF ont atteint environ 156,1 millions d'emprunteurs, dont environ 53 % étaient des femmes et 79 % vivaient dans des zones rurales, soulignant leur rôle central dans la promotion de l'inclusion financière parmi les populations défavorisées¹³.

Les programmes de microfinance peuvent contribuer de manière significative à l'autonomisation des femmes. En effet, la microfinance améliore le bien-être des femmes en renforçant leur pouvoir de décision et leur contrôle sur leurs actifs. Elle génère également des retombées positives pour les ménages, notamment en améliorant la nutrition et l'éducation des enfants, car les femmes consacrent souvent leurs ressources à ces derniers, et en réduisant la violence sexiste et la violence conjugale, en particulier lorsqu'elle est associée à des services non financiers tels que la formation¹⁴. Les femmes entrepreneurs qui ont accès aux IMF peuvent être autonomisées sur le plan économique, sont confiantes, fermes, participent à la prise de décision communautaire et sont en mesure de lutter contre les inégalités entre les genres.

¹² Alom, K. et al. 2025. [La finance numérique favorise l'entrepreneuriat féminin et la réduction de la pauvreté pour un développement durable au Bangladesh.](#)

¹³ [Baromètre de la finance d'impact 2022.](#)

¹⁴ Falcomer, P et Lanzavecchia, A. 2023. [La microfinance au service de l'autonomisation des femmes : les enseignements du projet Equal Steps d'Apeiron.](#)

Les institutions de microfinance ont réussi à étendre les services financiers aux femmes à faibles revenus en leur donnant accès au crédit sans garantie formelle ; cependant, ces pratiques ne se sont pas étendues à la plupart des activités agricoles. De plus, la microfinance seule ne suffit pas à l'autonomisation des femmes ; des changements structurels, politiques et communautaires plus larges sont nécessaires pour créer des opportunités durables et égales¹⁵.

Education financière

La confiance financière est essentielle pour un leadership efficace et la réussite des entreprises. Les femmes qui connaissent bien les marchés financiers, la gestion des flux de trésorerie et les stratégies d'investissement sont mieux armées pour assumer des postes de direction, que ce soit en tant que cadres d'entreprise ou chefs d'entreprise¹⁶. De solides compétences financières leur permettent de prendre des décisions éclairées, de négocier efficacement et de stimuler la croissance de leur entreprise avec plus d'assurance. Pour les entrepreneurs, cette confiance se traduit par une autonomie : les femmes qui gèrent activement des investissements ou des transactions peuvent créer des sources de revenus alternatives, prendre des risques stratégiques, investir dans l'innovation et développer leurs entreprises sans dépendre uniquement de financements externes.

Les femmes doivent avoir accès à des programmes d'éducation financière qui démystifient l'investissement, la gestion des risques et la dynamique du marché, afin de les aider à prendre des décisions éclairées. Les institutions financières et les courtiers devraient fournir des plateformes inclusives et conviviales qui privilégient la transparence, la sécurité et la facilité d'utilisation. En outre, le mentorat et le soutien communautaire sont essentiels pour encourager la participation aux marchés financiers. En s'engageant auprès de réseaux d'investisseurs, de groupes de pairs et de modèles qui ont réussi dans le domaine financier, les femmes peuvent acquérir à la fois la confiance et les connaissances pratiques nécessaires pour prendre des mesures significatives.

Diverses stratégies ont été explorées pour combler l'écart entre les genres en matière d'éducation financière, mais les recherches montrent que l'enseignement traditionnel en classe est souvent inefficace pour acquérir des compétences financières durables. La technologie offre cependant des alternatives prometteuses, en proposant des moyens d'apprentissage accessibles et attrayants. L'expérience pratique est tout aussi importante : l'apprentissage pratique, grâce à des comptes de trading démo, des webinaires éducatifs ou des ateliers sur l'investissement, aide les femmes à acquérir la confiance et les compétences nécessaires pour réussir leur parcours financier.

4. La voie à suivre

Les MPME dirigées par des femmes sont des moteurs essentiels de la croissance économique, de la création d'emplois et du développement social dans les pays du Sud. Malgré les progrès réalisés dans les domaines de la finance numérique, de la microfinance et des programmes de renforcement des capacités, les femmes entrepreneurs continuent de se heurter à des obstacles systémiques, notamment des garanties limitées, des préjugés structurels et des inégalités dans l'accès aux réseaux et au mentorat. Il est essentiel de relever ces défis tant pour l'autonomisation des femmes que pour une croissance économique inclusive.

¹⁵ FAO. 2019. [L'accès des femmes au financement rural : défis et opportunités](#).

¹⁶ South African Business Matters. 2024. [Briser les barrières – Pourquoi l'éducation financière est essentielle à l'autonomisation des femmes](#).

La création de produits sensibles au genre nécessite une approche axée sur le client et fondée sur une compréhension approfondie des contextes locaux. Même au sein d'une même zone géographique, il convient de tenir compte de la diversité des besoins des hommes et des femmes en fonction de leurs activités économiques, de leur accès aux ressources, de leur niveau d'éducation, de leur âge, de leur situation matrimoniale et même de leur origine ethnique.¹⁷

Afin de faciliter l'accès au financement, les décideurs politiques, les institutions financières et les partenaires de développement devraient collaborer pour concevoir des produits financiers sensibles au genre, notamment des options de crédit flexibles, des garanties alternatives et des solutions fintech adaptées aux besoins spécifiques des femmes. Le développement des services financiers numériques, associé à un soutien ciblé tel que le mentorat et les réseaux de pairs, peut aider les femmes à naviguer dans les systèmes financiers et à développer leurs entreprises avec plus de confiance.

Les programmes de renforcement des capacités devraient renforcer les compétences en matière de leadership, de prise de décision et d'entrepreneuriat, avec l'aide de données ventilées par sexe et d'un suivi régulier. La création de cadres réglementaires favorables, la prise en compte des contraintes sociales et culturelles et la promotion du leadership des femmes dans la finance et l'entrepreneuriat sont essentiels pour l'autonomisation économique à long terme.

Au cours de cette 5e session de la *série Sud-Sud : Renforcer les entreprises dirigées par des femmes*, les participants bénéficieront de perspectives de première main en écoutant directement des entrepreneurs expérimentés et des experts dans le domaine de l'accès au financement. Ils découvriront des informations pratiques sur des solutions financières innovantes, apprendront des stratégies pour surmonter les obstacles courants et exploreront des réseaux qui peuvent les aider à obtenir des capitaux, à développer leur entreprise et à renforcer leurs compétences en matière de leadership. La session est conçue pour fournir aux femmes entrepreneurs (mais également aux hommes entrepreneurs) des connaissances pratiques afin de promouvoir l'inclusion financière et de stimuler une croissance durable dans leurs communautés.

¹⁷ FAO. 2019. [L'accès des femmes au financement rural : défis et opportunités](#).

ONU Femmes – COLEAD

Série Sud-Sud : Renforcer les entreprises dirigées par les femmes

Session n° 5 :
Accès au financement pour les MPME dirigées par des femmes

Mercredi 22 octobre 2025 – 14h00-16h00 UTC

[En ligne \(Zoom\)](#)

Interprétation en direct en anglais, français et espagnol

Ordre du jour

Modératrice : Nina Desanlis-Perrin, Chargée de projet, COLEAD

14h00-14h10 Introduction à la session

14h10-14h20 Mots de bienvenue

- Jeremy Knops, Délégué général, COLEAD
- Angela Davis, Responsable des partenariats, Bureau multipays (MCO) ONU Femmes, Caraïbes

14h20-15h30 Panel sur les expériences des femmes en matière d'accès au financement et d'octroi de financement

- Cecilia Lazarte, Responsable du projet écosystème financier inclusif, ONU Femmes, Argentine
- Edna Odallo, Directrice générale, Afriscope Research, Kenya
- María Rojas, Responsable de l'information et de l'analyse, REDCAMIF, Nicaragua
- Michelle Mboha, Gestionnaire d'investissements, Inua Capital, Ouganda

15h30-15h50 Questions-réponses

15h50-16h00 Conclusion et voie à suivre



Cet événement est organisé dans le cadre du programme Fit For Market+ mis en œuvre par le COLEAD dans le cadre de la Coopération au Développement entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), et l'Union européenne (UE).

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'UE et de l'OEACP. Son contenu relève de la seule responsabilité du COLEAD et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'UE ou de l'OEACP.